

GLASUL MINORITĂȚILOR

LA VOIX DES MINORITÉS

DIE STIMME DER MINDERHEITEN

ANUL
ANNÉE
JAHRGANG } XV.

AUGUST
AOUT
AUGUST } 1937.

NUMĂRUL
NUMÉRO
NUMMER } 8

XIII^{me} Congrès des Minorités.

Le 13^e Congrès annuel des Minorités nationales d'Europe a eu lieu en juillet, mais à Londres cette fois-ci.

Les représentants des 40 millions de minoritaires européens, qui se sont rencontrés déjà à Vienne, à Berne et à Genève, ne s'étaient encore jamais trouvés réunis dans un Etat victorieux. Le fait donc que la capitale d'un des plus grands de ceux-ci ait été choisie cette année, n'est pas sans intérêt.

Ce sont les grandes puissances victorieuses qui ont jeté dans le monde les idées de l'égalité des nations. Elles ne se sont pas bornées à redistribuer les territoires en Europe: elles ont voulu montrer, par l'établissement des traités de minorités, leurs intentions de traiter humainement les populations que la nouvelle carte de l'Europe allait contraindre de vivre sous la domination étrangère.

Ces mêmes Puissances ont assumé la garantie des droits fixés dans les traités de minorités, en confiant au Conseil de la S. d. N. le soin d'y veiller.

Or, — il n'est plus guère besoin de le répéter ici — les traités de minorités n'ont jamais été respectés. Au contraire, l'oppression des groupes minoritaires s'est accrue de mois en mois.

Le choix de Londres cette année par les congressistes est ainsi fort significatif. Les représentants des minorités ont entendu rappeler aux gérants des traités de minorités l'existence et la validité de ces traités.

Des pays vainqueurs, l'Angleterre est sans doute le plus propice pour un tel rappel. L'indéfectible libéralisme de son peuple est à lui seul une garantie à ce propos. Le peuple anglais,

d'autre part, aime le respect de la parole donnée et les minorités doivent pouvoir compter sur son appui puisqu'elles ne demandent que la simple application d'obligations contractuelles. Les représentants des minorités ne pouvaient mieux choisir que Londres pour leur réunion et l'on comprendra que l'opinion publique minoritaire ait suivi avec beaucoup d'attention la réunion des 14 et 15 juillet dernier.

*

Le Congrès fut ouvert par son président, M. le Dr. Zaloziecky, Sénateur de Bucarest, représentant des minorités russes de Roumanie. La parole fut ensuite donnée à *Lord Willoughby Dickinson* qui, après un bref hommage rendu à la mémoire du *Dr. Ewald Ammende*, pronça le discours suivant :

„L'Angleterre a, cette année, l'avantage d'être visitée par beaucoup de peuples de diverses nationalités. Après le Couronnement, un nombre imposant de conférences internationales a eu lieu dans ce pays, dont la tâche et le devoir est toujours d'adoucir et de réconcilier les divergences internationales. Aucune tâche n'est plus importante que celle à laquelle nous nous trouvons attachés en ce moment. La question minoritaire n'est pas nouvelle. En 1878 déjà se posa la question de la protection des minorités chrétiennes dans l'empire Turc. En 1919, de nouvelles démarches furent nécessaires pour la protection de ces minorités, qui avaient été transférées contre leur volonté par la rectification des frontières. Une protection définie de quelque façon dut être imaginée à l'usage des minorités soumises à une domination étrangère d'autre race, langue, etc. C'est ainsi que furent conclus les traités de minorités, lesquels ne concernaient pas seulement les minorités à proprement parler, mais présentait un grand intérêt pour le règlement général de la situation européenne. Lorsqu'ils furent l'objet d'abandon ou de désaffection, le règlement des traités de paix de Versailles en reçut un sérieux contrecoup. La déclaration du Gouvernement polonais à Genève, il y a un certain temps, provoqua un malaise. En second lieu, les Traités de Minorités n'étaient pas sans valeur pour les Etats intéressés, au sein desquels des groupes importants distincts par la race, la langue, etc., pouvaient être des sujets de trouble grave pour la majorité. C'est pourquoi les majorités furent invitées à accepter certaines obligations, capables

d'empêcher le retour de la guerre. Les traités de minorités faisaient partie intégrante du règlement de la paix et constituaient une assurance contre la guerre. Les majorités étaient appelées à faire quelques légers sacrifices de souveraineté. Ces restrictions demandées aux majorités consistaient dans l'obligation aux minorités de permettre d'envoyer leurs enfants dans leurs propres écoles, d'honorer Dieu à la façon de leurs ancêtres.

Le peuple anglais parut étonné qu'il pût surgir des difficultés dans le fonctionnement du système. Il est pourtant vrai que les majorités au pouvoir passèrent outre ces traités. Les conséquences en furent souvent, non seulement comiques mais tragiques. Lorsque je visitais l'Est de l'Europe, il y a quelque temps, j'ai trouvé des petits Allemands qui chantaient „Eine feste Burg ist unser Gott“ en langue slave. Les pierres tombales des Autrichiens tombés dans le Tyrol du Sud étaient gravées en italien. En Roumanie, des domestiques hongrois s'efforçaient de s'exprimer en allemand, ne connaissant pas le roumain et ayant reçu l'interdiction de parler hongrois.

L'existence des peuples ordinaires est faite de petites choses. Mais ce sont de petites choses qui font la paix ou la guerre. Au reste, les plaintes minoritaires ne restent pas confinées à ces vétilles. Dans les services publics, bureaux de poste, chemins de fer, etc., les minoritaires pâtissent de mille manières. Une amélioration de la situation n'est possible que par la pleine acceptation de l'esprit qui est à la base des traités. La responsabilité en incombe aux gouvernements intéressés et à la Société des Nations.

La Société des Nations a échoué jusqu'ici. Sa tâche n'est pas seulement d'empêcher une agression, mais aussi de favoriser la paix. A cette fin, elle aurait pu agir dans beaucoup de domaines, par exemple par des rectifications de frontières, des répartitions de matières premières, etc. Si la Société des Nations avait résolument affronté le problème minoritaire, ce problème serait peut être résolu aujourd'hui. Il n'y a aucune raison pour que les minorités ne puissent pas vivre en paix avec leurs majorités. Ce qu'il faut pour cela, c'est de la générosité et de la tolérance de la part de celles-ci. Nous ne pouvons pas faire qu'il n'y ait plus de minorités. Il y aura toujours un cinquième des habitants de l'Europe soumis

à une règle autre que la leur. Mais la paix du monde dépendra du contentement de ces minorités. Vous êtes réunis pour cela. Vous êtes les architectes du futur palais de la paix.“

Le deuxième orateur du Congrès fut le *Lt. Colonel d'Estrange Malone*, l'expert bien connu des questions ukrainiennes. Voici les principaux passages de son discours :

„L'invitation qu'on m'a faite de prendre la parole devant cette assemblée m'honore beaucoup. Je n'ai d'autre qualification pour cela que celle d'avoir suivi la question ukrainienne dès 1918 et de m'être également intéressé aux problèmes minoritaires dans plusieurs parties de l'Europe.

Dans son discours inaugural, le président a décrit les groupes minoritaires et montré combien est important le problème qui s'y rattache. Je suppose que vous attendez particulièrement de moi que je vous parle de l'attitude de la Grande-Bretagne. Si vous voulez connaître l'attitude officielle de celle-ci, c'est évidemment le Foreign Office que vous devriez approcher, ne pouvant parler moi-même qu'à titre purement individuel et privé. Ce que j'ai à dire ne sont que les déductions d'une observation longue et soutenue de ces problèmes...

Je sais que ce problème est très important pour l'Angleterre, non parce qu'il nous concerne directement, mais parce qu'il met en danger la paix du monde.

Devant les frontières injustes de Versailles, les auteurs des traités envisagèrent les difficultés qui pouvaient surgir à propos des minorités et ils voulurent y parer. C'est pourquoi les Traités de Minorités furent signés et que l'on y fit entrer de solennelles obligations.

Ces traités furent élaborés avec soin pour assurer la liberté et la justice aux peuples vivant sous la domination étrangère. S'ils avaient été respectés, les populations minoritaires auraient pu vivre de façon satisfaisante, jouissant d'un plein droit de citoyenneté, tout comme les Ukrainiens, les Polonais, les Tchèques et d'autres au Canada et en Amérique.

Mais comment ces traités ont-ils été exécutés ? Nous ne pouvons fermer les yeux devant cette évidence que les choses en Europe — considérées principalement du point de vue des minorités — ne se sont pas améliorées. Au contraire, dans la majorité écrasante des cas, elles n'ont fait qu'empirer d'année en année. Au début, il y avait au moins la velléité

de respecter les traités. Mais ceux-ci, maintenant, sont ignorés presque partout...

Avant qu'il fût question que l'Allemagne et l'Italie abandonnassent la S. d. N., une Puissance de l'Europe Orientale fit une déclaration à Genève, devant l'Assemblée réunie le 13 septembre 1934, pour répudier ses obligations concernant les minorités. Je suis heureux de rappeler que le Ministre des Affaires anglaises de cette époque blâma sévèrement cette détermination.

Ce n'est pas à vous, représentants des minorités, que j'ai besoin de dire ce qui se passe dans toutes les parties de l'Europe. Il y a des minorités, c'est vrai, qui n'ont pas de graves raisons de se plaindre, mais elles sont vraiment, c'est le cas de le dire, en minorité... Pour les autres, toutes les manifestations de leur vie culturelle: écoles, langue, religion, presse, sont soumises à des restrictions de toutes sortes. Pouvez-vous imaginer des pays où la base de l'éducation est donnée dans une langue étrangère? Où les enfants n'entendent pas un seul mot prononcé dans leur langue maternelle...

Dans beaucoup d'endroits, l'intolérance se manifeste également dans la sphère de la religion...

Mais ce ne sont pas seulement dans leur vie culturelle que les minorités sont opprimées. Des lois ingénieuses permettent d'exercer sur elles une pression économique, qui grève leur travail, leurs coopératives et leur standard de vie en général.

Nous nous trouvons réellement en face d'une tentative de dénationaliser les minorités, de faire entrer en elles le sentiment qu'elles sont d'une race inférieure et digne de mépris. Un tel traitement a précisément pour effet inévitable de provoquer un sentiment opposé et de faire naître chez les minorités le vœu d'un rattachement à la mèrepatrie, à laquelle elles ont unies inséparablement par les liens de l'histoire, de la culture et de la langue.

Il ne faut pas oublier que ce problème met en jeu des millions de personnes en Europe. Dans certains pays, les minorités forment le tiers de la population totale.

Tchécoslovaquie	de 35 %
Pologne	„ 31 „
Roumanie	„ 28 „
Lettonie	„ 26 „
Yougoslavie	„ 17 „
Lithuanie	„ 16 „

En bornant là cette énumération, je pose donc la question, la suprême question à laquelle ce Congrès doit répondre : qu'attendez vous, que pouvons-nous vous donner ?

Vous avez parcouru quelques centaines de kilomètres, plusieurs centaines de kilomètres.

Est-ce un hommage que vous avez voulu rendre à la réputation dont a toujours joui la Grande-Bretagne, de soutien sincère de la justice et de champion des opprimés ?

Attendez-vous de nous quelque action ?

Toutes les nations, y compris la Grande-Bretagne et spécialement les signataires des Traités de Minorités : Grande-Bretagne, Amérique, France, Italie et Japon, doivent être blâmées pour ne pas avoir imposé le respect de ces traités, avant que n'éclatât le volcan du nationalisme, parce que cette vague de nationalisme est due pour une large part à la tentative de supprimer les nationalités. Mais si la Grande-Bretagne doit accepter sa part de blâme, il m'est agréable de vous rappeler qu'elle a été, parmi toutes les Puissances, celle qui fut à la tête à Genève pour la défense des droits minoritaires.

Aucune autre Puissance, officiellement ou non, n'a fait autant qu'elle dans ce domaine.

Dans aucun autre pays des membres du Parlement et d'autres personnes distinguées se sont occupés autant de cette question, ni même formulé autant de pétitions et de protestations, lesquelles ont joué, je suis fier de le dire, une part importante dans la résistance à l'oppression des minorités.

Officiellement également, les délégués britanniques à la Société des Nations ont été à l'avant-garde. Je ne puis trouver aucun souvenir d'un délégué au Conseil de la Ligue qui ait usé de termes plus forts que ceux employés par lord Cecil, lorsqu'il qualifia le traitement infligé par la Pologne aux Ukrainiens „d'offligeant pour la conscience et l'opinion de l'humanité civilisée“.

L'autorité de la Ligue en tant qu'autorité universelle a

subi un rude échec. Rien ne permet d'envisager qu'elle puisse être restaurée pour le moment et rien ne pourrait en tout cas être fait dans ce sens sans le retour de l'Allemagne et de l'Italie.

Une ligue qui n'a pas réussi à aider l'Abyssinie ou l'Espagne ne peut pas faire beaucoup pour les minorités...

D'ailleurs, nous ne pouvons pas aujourd'hui contraindre des pays à adopter telle ou telle attitude envers une classe ou une partie de leur population.

Il ne doit y avoir sur ce point aucun malentendu : le peuple britannique n'enverra pas un corps expéditionnaire pour obliger une nation quelconque à remplir ses engagements envers les minorités. Si la Grande-Bretagne ne peut obtenir des autres nations qu'elles soutiennent ses protestations à Genève, on ne peut imaginer qu'elle puisse obtenir de ces nations un appui pour de telles expéditions punitives.

La situation est aujourd'hui extrêmement critique. Chaque question minoritaire constitue un problème particulier et il sera probablement mieux d'examiner ces problèmes un à un, en commençant par les plus urgents.

Vous êtes venus ici parce que vous réalisez probablement que si les Grandes Puissances, avec leur force économique, financière et militaire, admettent que quelque chose doit être faite, on trouvera bien quelque moyen d'action.

Le but de ce Congrès est d'appeler l'opinion publique de toute l'Europe sur les dangers latents. Ce Congrès doit être un grave avertissement aux Grandes Puissances, la Grande-Bretagne y comprise, un avertissement que les questions minoritaires doivent être étudiées d'urgence et réglées immédiatement. Les problèmes minoritaires déterminèrent pour une part importante la conflagration de 1914. S'ils ne sont pas réglés aujourd'hui, la paix de l'Europe et même la paix du monde sera sérieusement menacée. Et une nouvelle guerre marquera la fin de la culture, non seulement des minorités, mais de toute l'humanité."

*

Au nom des minorités, M. le Professeur M. Kurtischinsky, le député Baron Jean Jósika, M. Hasselblatt, le jurisconsulte des Allemands vivant hors du Reich, M. le Dr. H. Rutha, député allemand au Parlement de Prague, M. H. Kohner, député de la

Pologne, M. Z. Pelenskyj, représentant des minorités ukrainiennes, le pasteur Stankiewicz (au nom des Russes blancs), tinrent plusieurs discours sur la question minoritaire, considérée dans son ensemble, en Europe. Don Antonio de Labayen, représentant les minorités basques, s'en prit à l'Allemagne à propos des événements d'Espagne. Il fut interrompu par le président, qui lui rappela le règlement du Congrès interdisant les attaques contre un gouvernement.

Après cet incident, à la suite duquel les Basques se retirèrent du Congrès, les résolutions suivantes furent votées à l'unanimité :

Le Congrès des Nationalités européennes a traité en détail, au cours de sa XIII^e réunion annuelle qui eut lieu à Londres, de la question de la protection internationale des minorités et il est arrivé à la conclusion que les garanties données par la Société des Nations pour la protection internationale des minorités a été pratiquement inexistante l'année dernière également. Le Congrès fait cette constatation à son grand regret, car c'est pour cette raison parmi les autres que la suppression légale et effective de la base d'existence des minorités a marqué un nouveau progrès.

Le Congrès maintient son point de vue selon lequel le problème des Nationalités doit trouver sa solution à l'intérieur de chaque Etat. Le Congrès a également la conviction que de telles solutions à l'intérieur de chaque Etat peuvent être trouvées au moyen des engagements pris par les Etats soumis à la loi internationale et par la protection internationale des minorités qui s'y rattache, si cette protection joue convenablement, de telle sorte que le problème minoritaire perdrait en grande partie de son activité toujours plus grande et dangereuse.

Pour cette raison le Congrès, dans l'intérêt des peuples qu'il représente groupant 40 millions d'âmes, aussi bien que dans l'intérêt de la paix entre nations en général, en appelle de façon pressante à tous les membres du Conseil de la Société des Nations et particulièrement à la Grande-Bretagne, pour qu'il soit fait en sorte que les droits minoritaires deviennent une réalité et qu'en liaison avec la Société des Nations les droits minoritaires internationaux et la protection internationale des minorités soient effectivement organisés et appliqués.

Pour ce qui est des voies et des moyens pour atteindre ce but, le Congrès se réfère aux réclamations de base faites

unanimentement par toutes les minorités nationales et portant sur l'activité et la réforme de la Société des Nations.

Le problème des nationalités fait partie de ceux dont la solution déterminera dans une large mesure le destin de l'Europe et la réponse à la question de la paix ou de la guerre.

Si la Société des Nations doit être mise à même de remplir sa tâche qui est de préserver et de renforcer la paix du monde, elle doit faire aboutir dans le plus bref délai possible un règlement du problème des nationalités permettant de sauvegarder les droits les plus élémentaires des minorités européennes.

Il sera également nécessaire d'examiner dans un avenir immédiat et de les améliorer dans leur ensemble, les dispositions des conventions minoritaires relatives aux droits des nationalités, en leur assurant une procédure effective.

Pour cette raison, le Congrès demande de la façon la plus pressante que la réforme de la Société des Nations ne laisse pas de côté le problème des minorités.

Le Congrès estime en particulier que l'obligation pour la Société des Nations de fournir telles garanties à toutes les minorités européennes, devrait être incorporée dans le Covenant de la Ligue.

Pour mener à bien ces tâches qui devraient être ainsi incorporées dans le Covenant de la Ligue, ce Covenant devrait prévoir la création d'une Commission permanente qui veillerait que les droits minoritaires soient respectés, accepterait et étudierait les rapports à ce sujet, soumettrait des propositions et des suggestions au Conseil de la Ligue.

Le Congrès des Nationalités européennes demande que comme seul moyen de mettre sur pied une organisation compréhensive des minorités européennes, il soit consulté et invité à collaborer à l'examen préliminaire des mesures de réforme pour la protection des minorités.

2^{me} Résolution.

*

Le Congrès conjure les minorités nationales européennes de ne pas se laisser troubler et décourager par la paupérisation spirituelle et matérielle à laquelle elles sont vouées de par la méfiance naissante et le redoublement de cruauté de la lutte contre leurs efforts naturels et légitimes en faveur de leurs caractéristiques nationales. Toutes les minorités doivent se

cramponner à cette idée que leur cause est destinée à vaincre, parce qu'elle est celle de la justice et de la vie elle-même. Ils peuvent être assurés que la constance de leurs revendications pour une réorganisation à l'intérieur de leurs Etats soumis à la loi internationale ne les servira pas seulement eux-mêmes, mais à une date plus lointaine assurera également une base saine, légale et permanente, permettant à la paix de s'établir dans les Etats dont ils sont sujets.

Le Congrès enregistre avec satisfaction que les liens d'amitié entre les groupes nationaux est demeuré intact à travers les difficultés du temps, en dépit des différences de caractère et de situation et il exprime le vœu que ce lien sera considéré comme une preuve du fait que la tolérance mutuelle et le respect entre des nations différentes ne constituent pas une utopie.

Dans ce lieu, le Congrès voit la confirmation du fait que la route prise par lui et qu'il a suivi sans dévier depuis le début, est la bonne.

*

M. Ben Riley, M. P., ainsi que plusieurs membres du Parlement anglais, ont offert à la *House of Commons* un thé en l'honneur des congressistes. Une conférence privée eut lieu ensuite, dans la salle 12 du même bâtiment, sous la présidence de M. Ben Riley. Ce député ayant exprimé, dans son discours inaugural, le vœu que la Conférence ne soit pas rendue publique, les journaux n'en ont pas parlé et nous ne ferons point ici exception.

Nous dirons seulement que de nombreuses questions furent posées par des membres de la *House of Commons*, auxquelles répondirent les discours de MM. G. Szüllő, Baron Jósika, M. Rutha, G. Köver et Zaloziacky.

Puis les congressistes se séparèrent, chacun emportant le sentiment que du bon travail avait été accompli pour la cause qui leur est chère.

Die für die Minderheiten nachteiligen Bestimmungen des südslawischen Konkordats.

Von: **Emmerich Prokopy.**

Die in der Frage des Konkordats besonders während dessen Verhandlung in der Skupschtina entstandenen innerpolitischen Verwicklungen, die sich infolge des scharfen Gegensatzes zwischen der Regierung und der serbisch pravoslavischen Kirche zu einer wahren Machtfrage zuspitzten, haben in der ganzen Welt lebhaftes Aufsehen erregt. Die Presse hat sich wochenlang sehr eingehend mit dieser in so manchen Belangen höchst interessanten und für die innere Ordnung und Konsolidierung Südslawiens überaus wichtigen kirchenpolitischen Frage befasst, dabei jedoch jene Bestimmungen des Konkordats ganz unbeachtet gelassen, von denen gewisse Rechte und Interessen der in Südslawien lebenden nationalen Minderheiten unmittelbar und weitgehend betroffen werden.

Was nun die für die ungarischen und deutschen Minderheitszugehörigen gleichermaßen nachteiligen Bestimmungen des Konkordats betrifft, so ist hierüber, auf Grund des Konkordatextes, in grossen Zügen folgendes zu bemerken.

Nach der in Artikel 10 des Konkordats enthaltenen und an sich richtigen Bestimmung „müssen die Seelsorger der von sprachlichen Minderheiten bewohnten Pfarrgemeinden *ausser der Sprache der Gläubigen* auch der Staatssprache kundig sein“, während nach der Bestimmung des Artikels 11 „die den nationalen Minderheiten angehörigen römisch katholischen Gläubigen hinsichtlich des Gebrauchs ihrer Muttersprache in der Liturgie, beim Glaubensunterricht und in den kirchlichen Vereinen keinesfalls nachteiliger behandelt werden dürfen, als jene Katholiken südslawischer (sic!) Nationalität, die in den Staaten der mit den in Südslawien siedelnden Minderheiten stamm- und sprachverwandten Nationen leben“.

Absatz 2 des 11. Artikels enthält zudem noch folgende verpflichtende Erklärung des Heiligen Stuhles: „Da die südslawische Regierung diese für die in Südslawien ansässigen Minderheiten günstige Bestimmung ohne Verzögerung ange-

nommen hat, erklärt der Heilige Stuhl, dass er in Übereinstimmung mit jenen Grundsätzen, zu denen er sich bezüglich des Gebrauchs der Muttersprache im Seelsorgerdienst, im Glaubensunterricht und im Leben der katholischen Organisationen stets bekannt hat, *bei den in Zukunft abzuschliessenden Konkordaten bestrebt sein wird*, in diese entsprechende Bestimmungen zum Schutze der südslawischen Minderheiten aufzunehmen.“ Zur Ergänzung dieser Vereinbarung und zur Beschwichtigung der auch dem 2. Absatz des 11. Artikels bekämpfenden pravoslavischen Kirche und der sie unterstützenden Oppositionsparteien brachte Ministerpräsident Stojadinović in seinem an den Präsidenten der Skupschtina gerichteten Schreiben vom 8. Juli dem Parlamente die in der Note der Belgrader apostolischen Nuntiatur vom 27. April 1937, Zahl 19.567, enthaltene Erklärung zur Kenntnis, wonach „der Heilige Stuhl für die Kuratgeistlichkeit um den Gebrauch der Volkssprache im Seelsorgerdienst, im Glaubensunterricht und im Leben der katholischen Organisationen auch in jenen Staaten ansuchen wird, wo südslawische Minderheiten leben und mit welchen er keine Konkordatsverhandlungen führt.“

Wie hieraus ersichtlich, war die südslawische Regierung, ganz ohne Rücksicht auf die einschlägigen und verpflichtenden Bestimmungen des Minderheitenvertrages, nur unter der Bedingung bereit, die sprachlichen Rechte der in Südslawien siedelnden minderheitszugehörigen röm. kath. Gläubigen auf dem übrigens recht engbegrenzten Gebiet des kirchlichen Lebens anzuerkennen, wenn seinerseits der Heilige Stuhl sich verpflichtet, die ähnlichen Rechte und Interessen der in fremden Staaten wohnenden südslawischen Minderheiten zumindest in demselben Masse zu beschützen.

Davon abgesehen könnte Artikel 11 samt obiger Ergänzung, wie auch die auf die Sprachkenntnisse der Seelsorger bezügliche Bestimmung des Artikels 10 zumindest im Prinzip als recht und billig gelten, vorausgesetzt, dass die im Gebiete des früheren Kroatien-Slawonien und in der Draubanschaft ansässigen und auch im kirchlichen Leben ihrer sprachlichen und sonstigen Minderheitenrechte gänzlich beraubten 80.000 Katholiken ungarischer Volkszugehörigkeit im Geiste dieser Konkordatsbestimmungen je eher zu den bislang so schmerzlich entbehrten ungarischen oder wenigstens der ungarischen Sprache kundigen

Geistlichen, zu ungarischer Predigt, zu ungarischen Gesangsbüchern, ungarischen Vereinen und Büchereien usw. gelangen könnten und falls überdies die Wirksamkeit und die praktische Anwendbarkeit der beiden Artikel nicht durch die Bestimmungen der Artikel 24 und 28 ganz unmöglich gemacht würden.

Nach Artikel 24 des Konkordats können nämlich die kirchlichen Behörden zwar mit Öffentlichkeitsrecht ausgestattete Mittelschulseminarien und Bildungsanstalten für Geistliche errichten und erhalten, doch hat in diesen Lehranstalten der Unterricht in der Staatssprache zu erfolgen, mit Ausnahme der scholastischen Philosophie und der theologischen Lehrgegenstände, die nach wie vor in lateinischer Sprache unterrichtet werden. Durch diese Bestimmung wird also der bisherige rechtswidrige Zustand gleichsam legalisiert und sollte sie durch die Ratifikation des Konkordats rechtsgiltig werden, so werden dadurch die zusammen mehr als 800.000 römisch katholischen Ungarn und Deutschen sogar der blossen Möglichkeit beraubt, noch jemals auf eigene Kosten konfessionelle Mittelschulseminarien und Bildungsanstalten für Geistliche mit ungarischer, beziehungsweise deutscher Unterrichtssprache errichten zu können. Mangels solcher Lehranstalten ist es aber ein Ding der Unmöglichkeit, für die Erziehung und Ausbildung von Geistlichen vorzusorgen, die den in Artikel 10 und 11 des Konkordats in Bezug auf den Gebrauch der Minderheitensprachen in der Liturgie und überhaupt im Seelsorgerdienst, im Religionsunterricht und in den kirchlichen Vereinen vorgeschriebenen Bedingungen voll und ganz entsprechen könnten.

Diese Rechtsberaubung wird noch durch die ganz ähnliche Bestimmung des Artikels 28 vervollständigt. Hiernach „wird der Charakter und die Gesetzlichkeit der bereits bestehenden und unter der Leitung und Aufsicht der Bischöfe, kirchlichen Orden und Kongregationen stehenden konfessionellen Schulen anerkannt und zugleich die Errichtung neuer ähnlicher konfessioneller Lehranstalten gestattet“, jedoch nur unter der Bedingung, dass *in diesen Schulen der Unterricht ausschliesslich in süd-slawischer (!) Sprache erteilt werden muss*. Hiezu ist zu bemerken, dass die „auf die bereits bestehenden konfessionellen Schulen“ bezügliche Bestimmung obigen Artikels sich keinesfalls auf konfessionelle Schulen mit ungarischer oder deutscher Unterrichtssprache beziehen kann, u. z. aus dem einfachen Grunde,

weil diese Lehranstalten schon zu Beginn der neuen Herrschaft, in den Jahren 1919 und 1920, bei gleichzeitiger und ohne jede Entschädigung vollzogener Beschlagnahme sämtlicher Schulgebäude und überhaupt des ganzen Schulvermögens verstaatlicht wurden. Was aber die vollständige Ausmerzung der ungarischen und deutschen Unterrichtssprache aus den neu zu errichtenden konfessionellen Schulen betrifft, so bildet dies eine ebensolche flagrante Verletzung des Artikels 8 des Minderheitenvertrages, wie die durch Artikel 28 bestimmte restlose Ausschaltung der minderheitlichen Unterrichtssprache aus sämtlichen Seminarien und Bildungsanstalten für Geistliche. Artikel 8 des Minderheitenvertrages bestimmt nämlich, „dass die ethnischen, religiösen oder sprachlichen Minderheiten angehörigen südslawischen (S. H. S.) Staatsbürger das Recht haben, *auf ihre eigenen Kosten religiöse, soziale oder Wohltätigkeitsanstalten, Schulen und andere Erziehungsanstalten zu errichten, zu leiten und zu beaufsichtigen, mit dem Recht, in diesen Anstalten ihre eigene Sprache frei gebrauchen zu können*“.

Das Konkordat weicht hier also von der völkerrechtlichen Grundlage dieser im Minderheitenvertrag festgelegten Bestimmung ab, die „durch keinerlei Gesetz, Verordnung oder behördliche Verfügung abgeändert werden kann“, und gibt dadurch die sprachlichen Rechte und die damit zusammenhängenden sonstigen Interessen der ungarischen und deutschen Minderheit im Schulunterricht und in der Erziehung und Ausbildung der Geistlichen auf, was u. a. die für beide Minderheiten verhängnisvolle Folge nach sich ziehen wird, dass die Slawisierung durch Schule und Kirche nunmehr mit noch grösserem Eifer und Erfolg betrieben werden wird.

Diesem Ziele dienen übrigens auch die in der „Anlage“ zum Konkordat enthaltenen und auf die Erweiterung des Rechtes der altslawischen Messprache (Glagolica) bezüglichen Bestimmungen, deren Anwendung vornehmlich dort grosse Zwistigkeiten und beständige Wirren hervorrufen wird, wo die Gläubigen der r. katholischen Kirche verschiedenen Nationalitäten angehören, ganz besonders aber dort, wo die relative oder absolute slawische Mehrheit der Kirchengemeinden ihren zahlenmässigen Vorteil zur schonungslosen Majorisierung der ungarischen und deutschen Minderheit missbrauchen wird.

Das Konkordat – so wie es ist – bedeutet demnach für

die nationalen Minderheiten in Südslawien keinesfalls die Verheissung und die Gewähr einer ungestörten Fortentwicklung und der Besserung ihrer Lage. Es ist vielmehr, ganz im Gegenteil, ein wahres Danaidengeschenk, von dem insbesondere die ungarische Minderheit eine günstige Wendung ihres schweren Loses leider nicht erhoffen kann.

Une critique roumaine sur le régime des terres dans la Dobroudja du Sud.

Le „Dobroudjanski Glasse“, organe de la minorité bulgare en Roumanie, paraissant à Dobritch (Bazargic) écrit :

„Le président de l'organisation du parti radical-paysan du département de Caliacra, M. le Dr. Pacuraru, nous a remis la déclaration suivante de la part de son chef, M. Grégoire Junian :

„Faites savoir à la population de votre département, que pour moi, l'interdiction pour une partie des citoyens roumains d'acheter des terres, constitue non seulement une injustice évidente, mais aussi une illégalité monstrueuse.

„Après les élections, je me rendrai dans le département de Caliacra et j'irai de village en village pour dire à ces braves citoyens quelle injustice on a commis par l'adoption de la loi sur la préemption“.

„M. le Dr. Pacuraru a ajouté à ces déclarations :

„M. Junian ne voulait pas admettre que la modification de l'art. 18 de la loi sur la réforme agraire put être appliquée de la manière que je lui ai expliquée. Mais lorsqu'il est venu à Silistra pour prendre part au procès des paysans bulgares, il a du se convaincre, à sa grande surprise, que c'était exact“.

Nous devons ajouter, que M. Grégoire Junian est un juriste roumain réputé, ancien ministre de justice. Ses paroles ont une grande valeur morale et il est à espérer que la disposition sur la préemption, qui ne s'applique que dans la Dobroudja du Sud et exclusivement contre la minorité bulgare, sera bientôt abrogée, étant évidemment contraire à toute notion du droit.

Daten zur Geschichte der Volksminderheiten in der Stadt Temesvar.

Von : **Stefan Becsky.**

Die Bevölkerung der Stadt Temesvar bestand nach den Angaben der Volkszählung vom Jahre 1930, laut Dr. Sabin Manuila, dem Chef des staatlichen Statistischen Amtes aus folgenden Elementen: Rumänen 24.225, Deutsche 27.782, Ungarn 27 562, Juden, Serben und Sonstige 11.876, die Gesamtbevölkerung der Stadt beläuft sich also auf 91.445 Seelen. Im Prozentsatz ausgedrückt gestalten sich diese Daten: 26·5 % sind Rumänen, 30·4 % Deutsche, 30·2 % Ungarn, 12·9 % Juden, Serben und sonstiger Nationalität.

In Anbetracht dessen, dass neuere amtliche statistische Daten den Seelenzuwachs der einzelnen Nationalitäten bis September 1933 nicht unterstützen, diese aber in der Prozentualverteilung keine erhebliche Verschiebung hervorrufen können, wodurch meine kleine Studie beeinflusst werden könnte, habe ich im Folgenden die Prozentwerte auf den September des Jahres 1933 verlegt.

Im September 1933 stand an der Spitze der Stadt noch der, dem Prinzip einer, der Bürgerschaft verhältnismässig entsprechenden Vertretung gewählte Stadtrat. Damals waren die Theorien des „*numerus valachicus*“, „*numerus proportionalis*“ und „*numerus nullus*“ noch gärende Begriffe und äusserten sich erst darin, dass einzelne, noch von Angehörigen der Volksminderheiten eingenommene Positionen tunlichst Mehrheitsangehörigen übergeben wurden. Die damalige Stadtleitung verlangte teils zur Klärung der Lage, teils behufs Regelung der Beziehungen der Angestellten zur Stadt, von den städtischen Betrieben und Sektionen die Daten bezüglich der Angestellten.

Die erbetenen Angaben waren folgende:

1. Vor- und Zunahme.
2. Seit wann steht er im Dienste der Stadt.
3. Ist die Anstellung definitiv und wenn ja, seit wann.
4. Welche Anstellung bekleidet er.
5. Wie hoch ist der Monatsgehalt.
6. Wie die Abzüge.
7. Nationalität.
8. Familienstand.
9. Geniesst er Naturalwohnung.
10. Bemerkungen.

Aus den eingelaufenen Angaben können wir höchst interessante Folgerungen ziehen, die den nachstehenden Tabellen entsprechend auch erwähnt werden.

Es sei betont, dass in den ausgewiesenen Daten nur die Angestellten und nicht die Beamten angeführt sind, mit denen die Studie sich gar nicht befasst.

Auf Grund des verfügbaren Materials sind die Daten nachfolgender 21 Sektionen, respektive Betriebe verarbeitet.

TABELLE I.

über jene Angestellten, Facharbeiter und Arbeiter, die im September 1933 im Dienste der Stadt Temesvar standen.

Lauf. Zahl	Benennung der Sektion resp. des Betriebes	Zahl der Angestellten der Nationalität nach							der Anstellung nach		Zusammen
		rumänisch	deutsch	ungarisch	jüdisch	serbisch	sonstige	provisor.	definitiv		
1.	Gebührenbemessungsamt, Exekutionsdienst	25	6	2	—	—	—	16	17	33	
2.	Pfandhaus	—	1	—	—	—	—	1	—	1	
3.	Landwirtschaftsamt	18	—	3	—	—	—	21	—	21	
4.	Städt. Bad und Strandbad	3	—	1	—	—	—	3	1	4	
5.	Städtische Bibliothek	3	—	—	—	—	—	2	1	3	
6.	Städt. Leichenbestattung	9	9	2	—	1	—	15	6	21	
7.	Städtisches Holzlager	30	3	10	—	—	—	42	1	43	
8.	Städtisches Steinlager	53	21	28	1	3	—	104	2	106	
9.	Städtische Gärtnerei	19	19	23	—	3	—	59	5	64	
10.	Städt. Milchzentr. (Molkerei)	26	5	2	—	1	—	34	—	34	
11.	Städtische Schlachtbank	13	2	4	—	1	1	5	16	21	
12.	Städtische Ziegelei	45	3	21	—	—	2	—	71	71	
13.	Städtische Gasfabrik	22	6	12	—	—	—	28	12	40	
14.	Städt. Forstamt (in Tincova)	3	—	—	—	—	—	3	—	3	
15.	Städt. Elektrizitätswerk	71	42	53	—	—	—	110	56	166	
16.	Städtisches Theater	5	—	—	—	—	—	5	—	5	
17.	Städt. elektr. Strassenbahn	155	72	63	—	—	4	119	215	334	
18.	Städtisches Reinigungsamt	179	5	21	—	1	2	208	—	208	
19.	Städt. Feuersicherungsamt	48	6	10	—	—	2	36	30	66	
20.	Städt. Wasserleitungs- und Kanalisationsunternehmung	114	66	112	3	2	4	261	40	301	
21.	Städtisches Weisenhaus	12	1	1	—	—	—	13	1	14	
Zusammen		893	267	368	4	12	15	1085	474	1559	
in %		57.2	17.2	23.6	0.25	0.75	1	68	32	100	

Folglich kann festgestellt werden, dass schon zu jener Zeit, als die ethnische Abstammung noch nicht die offen verkündete Bedingung zur städtischen Anstellung war, unter den städtischen Angestellten mehr als die zweifache Anzahl der, dem rumänischen Bevölkerungs-Prozentsatz entsprechenden Verhältniszahl registriert sind. Kennzeichnend ist auch der Unterschied im Zahlenverhältnis des Ungarntums und Deutschtums.

Um tiefdringende Folgerungen ziehen zu können, müssen wir auch beobachten, wann die Angestellten ihren Dienst antraten, resp. welche Dauer ihre Anstellung bis September 1933 bei der Stadt ausmachte.

Zur klaren Übersicht der Tabellen gelten für die einzelnen Sektionen und Betriebe in römischen Zahlen dieselben Ziffern, wie in obiger Tabelle die Reihenzahlen angegeben sind.

X.	provis.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	25	1	5	1	34	—		
	definit.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	34	—		
XI.	provis.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	—	—	1	5	—		
	definit.	—	—	—	1	—	—	1	—	1	1	—	2	—	1	—	7	—	2	—	—	—	—	16	21		
XII.	provis.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	45	3	21	2	71	—			
	definit.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	71	—		
XIII.	provis.	—	—	—	1	—	2	—	—	—	2	—	1	—	—	6	2	2	—	9	1	2	—	28	—		
	definit.	—	—	—	3	2	1	—	2	1	2	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	12	40		
XIV.	provis.	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—		
	definit.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3		
XV.	provis.	—	—	—	—	2	2	—	1	1	—	—	3	4	14	—	44	14	22	—	3	—	—	—	110	—	
	definit.	—	4	1	—	3	11	9	—	—	2	—	8	4	1	—	8	2	3	—	—	—	—	—	56	166	
XVI.	provis.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	4	—	5	—	
	definit.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	
XVII.	provis.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	6	18	4	—	44	10	11	1	20	4	—	—	119	—	
	definit.	—	2	3	1	4	15	19	1	2	7	5	—	72	17	20	—	45	1	1	—	—	—	—	215	334	
XVIII.	provis.	—	—	—	2	—	1	—	—	—	—	—	13	—	4	—	61	3	11	1	103	2	5	2	208	—	
	definit.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	208	
XIX.	provis.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13	2	2	1	14	2	1	1	36	—		
	definit.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	21	—	5	—	—	—	—	—	30	66	
XX.	provis.	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	4	11	12	—	47	25	44	3	52	18	42	1	261	—		
	definit.	—	—	—	—	—	—	—	2	2	1	1	4	4	6	3	7	6	4	—	—	—	—	—	40	301	
XXI.	provis.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	7	—	1	—	13	—		
	definit.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	14	
Zusam. provis.		1	—	—	3	2	5	—	3	1	5	1	37	38	42	1	249	66	105	7	390	67	119	14	1156	—	
Zusam. definit.		—	7	4	1	11	30	29	2	6	13	10	1	96	29	33	3	96	14	18	—	—	—	—	—	403	—
Zusammen		1	7	4	1	14	32	34	2	9	14	15	2	133	67	75	4	345	80	123	7	390	67	119	14	—	1559

Mithin waren zum Zeitpunkt der festgelegten Daten, in 1933 Angestellte mit 30-jähriger, oder längerer Dienstzeit 1 Rumäne, 7 Deutsche, 1 Slovener und nur 4 Ungarn, was mit Hinblick auf die gegenwärtig modische Theorie soviel bedeutet, dass dem Ungartum sein zahlenmässig derzeit gebührender Platz nicht zukam.

Aus dem Zeitraum 1904–1913, also in 1933 mit 20 bis 30 jähriger Dienstzeit verfügende städtische Angestellte waren 14 Rumänen, 32 Deutsche, 36 Ungarn und 2 sonstiger Nationalität. Offensichtlich ist mithin die seitens der Rumänen ebenso wie seitens der Deutschen häufig wiederholte Klage unbegründet, die verkündet, sie würden unterdrückt und aus der Verwaltung verdrängt. Dies beobachten wir bei Untersuchung des nationalen Gefüges der langjährigen Angestellten der Stadt Temesvar ebenso, wie anderwärts.

Noch spannender ist die Überprüfung des Angestelltenregisters vom Zeitraum 1914–1918, die auch im Jahre 1933 noch im Dienst der Stadt standen. Unter diesen waren mit 15–20-jähriger Dienstzeit 9 Rumänen, 14 Deutsche, 15 Ungarn und 2 sonstiger Nationalität. Der Weltkrieg hatte Ungarn und Rumänien einander als feindliche Staaten gegenübergestellt und im gleichen Zeitraum gelangten in städtischen Dienst um vielfach mehr Rumänen, als der Verhältniszahl der Bevölkerung entspräche.

In den darauffolgenden Perioden hob sich die Zahl der Angestellten rumänischer Nationalität sprungweise, sodass vor dem Regierungsantritt der liberalen Partei in 1933 die Zahl der Angestellten rumänischer Nationalität um mehr als das zweifache des völkischen Verhältnisprozentes höher war. Von den noch vorhandenen Minderheitsangestellten wurden danach die provisorischen entlassen, später unter dem Vorwand nicht bestandener Sprachenprüfung entliess man auch jene, deren Anstellung definitiv war.

Im heutigen Gefüge der städtischen Angestellten finden wir nur mehr sporadisch ungarische Nationsangehörige, während die Deutschen dadurch, dass sie sich in der städtischen Interimarkommission bei der Stadtleitung beteiligen, zur Belohnung den Grossteil ihrer eingenommenen Anstellungen beibehalten konnten.

Heute, da sogar bei den Privatunternehmungen die Verdrängung der Minderheitsangehörigen mit allen verfügbaren Mitteln beginnt, in einer Stadt, wie Temesvar, deren Bewohner zu 73·5 % Minderheitsangehörige und 26·5 % Rumänen sind, scheint es fast Anachronismus, sich mit der Lage der städtischen Angestellten vor vier Jahren zu befassen. Steht doch vielen tausend Minderheitsfamilien bei den Privatunternehmungen der baldige Verlust ihres täglichen Brotes bevor!

Les intérêts nationaux dans la zone des frontières.

Dans un éditorial, le journal „Universul“ écrit :

„A la suite des recommandations du Grand Etat-Major de l'armée, une disposition avait été prise de transférer de la zone de la frontière dans l'intérieur du pays, les fonctionnaires minoritaires de toute origine ethnique et de les remplacer par des fonctionnaires d'origine roumaine”.

Cette mesure est approuvée par le journal, mais elle ne lui paraît pas suffisante. D'autres mesures encore plus rigoureuses seraient nécessaires :

„Pareillement à la roumanisation de l'appareil de l'Etat – écrit l'„Universul” – nous devons organiser d'une manière solide la colonisation par des éléments roumains des zones de frontières où, les décades dernières, se sont introduit les éléments étrangers, hongrois, juifs, ruthènes et bulgares.

„L'infiltration tardive de ces éléments et leurs tendances de pénétration et de domination économique a créé dans la zone des frontières une situation anormale du point de vue ethnique et économique.

„C'est pourquoi le rétablissement de l'équilibre ethnique et économique s'impose, par la colonisation des Roumains dans des conditions qui puissent leur assurer la stabilité et le développement”.

L'argument invoqué d'une infiltration récente, dans les dernières décades de la domination roumaine, des éléments étrangers et minoritaires dans les zones roumaines des frontières prête à discussion. Depuis la guerre, en effet, les Bulgares de la Dobroudja, contrairement à l'assertion de l'„Universul”, émigrent en masse.

Les dernières élections et le problème minoritaire.

Le correspondant particulier de „La Parole Bulgare“ a écrit pour son quotidien paraissant à Sofïa, l'article suivant.

Une des imprécations qu'on trouve répétée avec insistance dans la presse du gouvernement à l'adresse du parti national-paysan, c'est d'avoir profité lors des élections récentes, des voix de certains éléments situés en dehors du parti, et d'avoir de la sorte créé une situation artificielle. Englouti par le travail

immense et fatigant qu'il a à effectuer pour le redressement de l'Etat dans tous les domaines, le parti au pouvoir aurait négligé l'activité électorale.

Les nationaux-paysans auraient tout fait pour obtenir les voix les plus douteuses. Les résultats dont ils se vantent ne seraient que l'expression de la „coalition comunisto-socialisto-minoritaire”, ou du „cartel des nationaux-paysans avec les minorités et les éléments de l'anarchie”.

De toutes les voix obtenues, par les nationaux-paysans et qui s'élèvent à 30 % des voix exprimées, on devrait déduire celles des socialistes, du „front populaire ou plutôt communiste”, des juifs, des autres minoritaires, des „éléments de l'anarchie”; il ne resterait pour le parti paysan proprement dit que moins de 20 % des voix exprimées. D'où l'on veut tirer la conclusion que les nationaux-paysans ne sont pas le parti le plus fort et la prétention de gouverner le pays qu'ils formulent, n'est donc pas fondée.

Il y a certainement un peu de vérité dans l'affirmation, qu'un certain nombre des voix, données aux listes paysannes, appartiennent aux éléments des catégories ci-dessus.

En ce qui concerne les minorités, le parti national-paysan ne les attire pas pour la première fois. Au début du mois de juillet dernier, dans un discours prononcé en Transylvanie, M. Andrei Popovici, ancien ministre et ami intime de M. Maniu, avait touché au problème minoritaire d'une manière qui était de nature à susciter les espérances les plus justifiées des minorités pour l'avenir. „Les minoritaires sont des citoyens roumains et de cette situation découle la conséquence naturelle qu'ils sont égaux devant la loi, sans distinction d'origine ethnique. Si les décisions d'Alba Julia ne peuvent être immédiatement réalisées, elles doivent cependant devenir une réalité. Relativement au problème des minorités, le parti national-paysan reste sans broncher sur la position des décisions de 1918 (d'Alba Julia)”. Commentant favorablement ces déclarations, qui promettaient la reprise d'une attitude un peu délaissée, le „Lupta” les trouvait entièrement justifiées : „plus de 5 millions de minoritaires habitent le pays. C'est une réalité qu'on ne peut pas ignorer. Ces minoritaires vivent et se développent dans les cadres légaux de l'Etat roumain et entendent rester des citoyens fidèles au pays. Les nationalistes voudraient les supprimer. Les démocrates pour-

suivent le relèvement du niveau moral et matériel de la collectivité roumaine au niveau de la vie des minorités ethniques”.

Si dans certains départements des accords ont pu être réalisés entre le parti national-paysan et certains représentants des minorités, un autre fait est venu rappeler à ceux-ci que la situation est sensiblement plus compliquée. L'accusation du parti libéral, répétée également par les partis de droite, M. Vajda-Voévode y compris, que les nationaux-paysans ont été élus avec les voix des minoritaires, a trouvé un démenti lors des élections municipales de Braşov, l'ancien Kronstadt.

Tous les partis politiques roumains participant aux élections – les nationaux-libéraux, les nationaux-paysans, les nationaux-chrétiens, le „Front roumain et la dissidence national-libérale de M. Georges Brătianu, pour la première fois, se sont coalisés et ont opposé une seule liste aux quatre listes des allemands et des hongrois, qui jusqu'à présent ont toujours eu la majorité dans le Conseil municipal de Braşov, ville allemande et en parti hongroise. La campagne avait été très vive, toutes les autorités lui accordaient leur concours, y comprise les militaires. Les allemands et les hongrois se sont présentés avec quatre listes, inconciliablement hostiles l'une à l'autre. Le résultat a été un désastre pour eux et un vrai triomphe pour la liste roumaine commune. Pour la première fois depuis la guerre, le Conseil municipal de Braşov sera composé par des Roumains, à l'exclusion des allemands qui y ont jusqu'à présent toujours eu la majorité ou l'unanimité.

Les conséquences de ce résultat seront incalculables pour les relations entre les minorités et la majorité. Le cas de Braşov ne sera qu'un commencement, la constitution d'„un front national roumain“ permanent contre „les tendances conquérantes des minorités”. Le président du Sénat, M. Al. Lapédatu, qui est l'initiateur de la constitution de cette entente, ou de ce qu'il a nommé „le miracle de Braşov“, affirme que „tous les milieux roumains de partout ont été vivement impressionnés par le succès remporté”. „Toute la presse, sans distinction de couleur politique, a tenu à relever et à commenter l'acte politique de Braşov, en l'indiquant comme un exemple à suivre pour toutes les autres villes se trouvant dans une situation analogue”.

La presse hostile au nationalisme à outrance, pour des raisons spéciales cette fois, a donné elle-même son approbation

à la coalition antiminoritaire de Braşov. C'est parce que les Allemands en Roumanie, depuis un certain temps, subissant l'influence de leur patrie d'origine, ont de fortes sympathies national-socialistes et collaborent parfois avec le parti national-chrétien roumain. Or, l'„Adevêrul“, le „Dimineatza“ et le „Lupta“ ne cachent pas leur aversion contre ces courants politiques.

M. Lapédatu, à cause de sa qualité officielle, a parlé avec une grande prudence. „Je ne suis pas et je ne serais pas l'homme à contester les droits des minoritaires à être considérés comme des citoyens de l'Etat roumain, dans l'administration locale. Je suis convaincu qu'il y a parmi eux des éléments très bons et capables d'effectuer cette tâche. Notre idéal aurait été et est encore, la constitution pour les élections départementales de listes des citoyens, représentant toutes les classes sociales, les catégories professionnelles et les croyances politiques de notre vie publique. Si cette idée n'a pas été réalisée, la responsabilité en incombe aux minorités, qui ont toujours formulé des prétentions exagérées et des tendances visiblement contraires à nos intérêts nationaux“. Mais déjà le manifeste lancé à la veille des élections parlait d'une action qui se propose „de conquérir et de dominer les villes“. C'est ce qui sera fait en réalité.

Dans une interview accordé le lendemain de la „victoire“, M. Vajda parlait du triomphe de la doctrine „valachiste“, qui s'impose à tous les partis, petites rivières qui doivent se déverser dans le grand fleuve nationaliste de son „Front roumain“.

Le cas de Braşov a cependant suscité des inquiétudes très vives dans tous les milieux minoritaires. Le front commun de tous les partis politiques roumains constitue, pour la presse minoritaire, l'indication de nouvelles mesures concertées qui vont aggraver davantage une situation déjà assez difficile. Quelle sera l'attitude future devant cette menace, qui est une réalité indéniable ? Va-t-on réagir par la constitution d'un bloc de toutes les minorités, comme on en avait projeté la formation autrefois, toujours à la fin d'un gouvernement libéral antiminoritaire prononcé ? Portera-t-on le problème minoritaire, surtout sous son aspect économique, le plus grave et menaçant devant des forums étrangers, à Genève ou ailleurs ? On discute encore, on cherche une issue, mais ce qui est certain, c'est que les relations entre la population majoritaire et les minorités se sont subitement tendues.

I,

BÜCHER UND ZEITSCHRIFTEN.

Die tschechoslowakischen Denkschriften für die Friedenskonferenz von Paris 1919 – 1920.

Von: Dr. jur., Dr. rer. pol. **Hermann Raschhofer.**

In der Ausgabe des «*Institut für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht in Berlin*» erschien eine äusserst spannende Datensammlung, bearbeitet von Dr. Hermann Raschhofer, betitelt «*Die tschechoslowakischen Denkschriften für die Friedenskonferenz von Paris 1919 – 1920.*»

In diesem Werk finden wir in französischem Originaltext und in deutscher Übersetzung jene elf Denkschriften, welche die tschechoslowakische Delegation der Friedenskonferenz vorlegte und deren grösster Teil Eduard Benes, der gegenwärtige Präsident der Republik verfasst hatte. Diese Denkschriften klärten die massgebenden Persönlichkeiten der Friedenskonferenz über folgende Punkte auf:

Memorandum No. I. Die Tschechoslowaken. Ihre Geschichte und ihre Zivilisation. Ihr Kampf und ihre Arbeit. Ihre Bedeutung in der Welt. No. II. Die territorialen Forderungen der tschechoslowakischen Republik. No. III. Das Problem der Deutschen in Böhmen. No. IV. Das Problem des Teschener Schlesiens. No. IVa. Memorandum über die Lage in Schlesien. No. V. Die Slowakei. Das in der Slowakei beanspruchte Gebiet. No. VI. Das Problem der Ruthenen Ungarns. No. VII. Die Lausitzer Wenden. No. VIII. Das tschechische Oberschlesien (Gegend von Ratibor). No. IX. Das Problem des Glatzer Gebietes. No. X. Problem der Berichtigung der tschechoslowakischen und deutsch-österreichischen Grenzen. No. XI. Die tschechoslowakische Republik und ihr Recht auf Ersatz der Kriegsschäden.

Von diesen Denkschriften erschien bisher bloss die No. III. in deutscher Sprache, sodass Diejenigen, die die französische Sprache nicht kundig sind, die nun erschienene deutsche Übersetzung mit grossem Interesse begrüessen werden, zumal jetzt von der politischen Daseinsberechtigung der tschechoslowakischen Republik und deren moralischer Basis so viel gesprochen wird.

Dr. Hermann Raschhofer trachtet im Vorwort seines Werkes die Denkschriften zu kennzeichnen. Wir meinen jedoch, unser Leserkreis kann sich viel besser über die Zielsetzung und den Charakter der Denkschriften orientieren, wenn wir aus einer derselben wörtliche Zitate anführen. Am meisten mag unsere Leser interessieren, mit welcher Begründung die Schöpfer des tschechoslowakischen Staates auch solche Gebiete beanspruchten, deren Bewohner Ungarn waren. Diese Begründung finden wir nachfolgend im Punkt c) der Denkschrift III. :

c) *Politische Bedeutung der für die Slowakei geforderten Grenzen.*

Aus dem vorgehenden Exposé geht hervor, dass die tschechoslowakische Republik gewisse zum Teil magyarische Gebiete der Slowakei in Anspruch nimmt.

Wir gründen diese Forderungen auf folgende Überlegungen :

1. Ein grosser Teil dieser magyarischen Bevölkerung ist überall in der Slowakei verstreut infolge des masslosen Magyarisierungssystems der magyarischen Regierung. Dieses System bestand in der bewussten Kolonisierung vorzüglich der städtischen Zentren, um in der Folge durch diese Zentren die ganze Gegend zu beherrschen. Heute sind diese Mittelpunkte der Magyarisierung unglücklicherweise bestimmt, in das slowakische Gebiet einbezogen zu werden.

2. Die Annexion dieser Gebiete wird in einem sehr grossen Masse durch die Tatsache aufgehoben, dass eine fast gleich grosse Zahl von Slowaken, die entweder in Streusiedlung oder selbst in Masse in gewissen magyarischen Städten und vor allem rund um Budapest wohnen, notwendigerweise den Magyaren überlassen werden müssen.

3. Das von den Tschechoslowaken beanspruchte Gebiet bildet eine geographische Einheit. Dieses Gebiet ist im Norden begrenzt durch die hohen Berge der Tatra und der Karpathen, im Westen durch die March, im Süden durch die Donau von Pressburg bis Waitzen, wo sich der Fluss nach dem Süden wendet.

Die Donaugrenze ist für die tschechoslowakische Republik eine lebenswichtige Frage. Sie kann nicht Gegenstand irgendwelcher Konzessionen sein und man kann nicht einmal darüber mit den Magyaren diskutieren. Vor allem nimmt die Stadt Press-

burg selbst eine besondere Stellung ein. Die Mehrheit der Bevölkerung ist, obwohl sich die Stadt auf ungarischem Gebiet befindet, unzweifelhaft deutsch. Die Slowaken sind dort im Verhältnis zu den Magyaren und Deutschen in der Minderheit. Aber der ganze Stadtrand und das umgebende Land sind slowakisch. Die Stadt war jahrhundertlang eine slowakische Stadt. Sie wurde stets als die Hauptstadt der Slowakei betrachtet. Sie wurde einst entnationalisiert und ist heute in derselben Lage wie die Städte Prag oder Pilsen, die vor wenigen Jahrzehnten deutsch waren und heute die beiden grössten tschechischen Städte sind. Ihre ethnische und politische Lage war in der Tat künstlich und durch Gewalt aufrechterhalten worden. Pressburg befindet sich in derselben Lage.

4. Die allgemeine Frage der Donaugrenze stellt sich folgendermassen dar :

Es ist die einzig mögliche, natürliche Grenze zwischen Ungarn und der Slowakei in diesen beiden Gebieten. Jede andere Grenze würde zwangsläufig wegen ihrer Ungenauigkeit eine ständige Quelle von Streitigkeiten, Begehrlichkeiten und Provokationen von der einen oder der anderen Seite sein.

Aber, und das ist wesentlich, mit dieser Grenze wird die tschechoslowakische Republik ein wirklicher Donaustaat. Das hat unschätzbare politische und wirtschaftliche Folgen. Es versetzt diesen Staat in eine besondere Lage gegenüber Grossrumänien, gegenüber Jugoslawien, ohne von Ungarn und Deutsch-Österreich zu sprechen. Ohne die Donaugrenze ist der tschechoslowakische Staat einer Grundlage beraubt, die für seine zukünftige Stellung in Mitteleuropa unentbehrlich ist, der Kraft, deren er bedarf, um sich (bei allem Respekt vor den Prinzipien der Gerechtigkeit und des Rechts) politisch und wirtschaftlich gegenüber den Deutschen und den Magyaren und selbst gegenüber seinen anderen Nachbarn zu behaupten. Die Donau ist für den tschechoslowakischen Staat eine der Säulen, die sein ganzes politisches und wirtschaftliches Gebäude tragen.

Ein Zugang zur Donau an diesem oder jenem Punkt kann ihm nicht genügen. Der tschechoslowakische Staat muss wirklich ein Donaustaat sein. Das wird seine Lebenskraft sein, das wird ihm seine wahre Bedeutung gegen Osten geben, wie die gebirgigen Grenzen Böhmens ihm seine wirkliche Physiognomie im Westen gegenüber Deutschland verleihen.

5. Man könnte mehr oder weniger dasselbe für die Grenze sagen, die von den Bergen Matra, Bükk und Hegyalja gebildet wird¹⁾. Die südöstliche Grenze der Slowakei wäre anderwärts schwierig zu ziehen, weil man keine natürliche Grenze finden würde. In diesen Gebieten der südöstlichen Slowakei wohnen die Magyaren in geschlossenen Massen; dort würde die Einverleibung dieser Gebiete in den tschechoslowakischen Staat dem Nationalitätenprinzip entgegengesetzt erscheinen.

Wir anerkennen dies und überlassen es denen, die an der Entscheidung dieser Frage interessiert sind, zu urteilen, unter Berücksichtigung der Lebensnotwendigkeiten, die für eine Nation wie die Slowaken hier bestehen. Jahrhundertlang sind diese slowakischen Gebiete brutalen Gewalttätigkeiten ausgeliefert gewesen. Schliesslich ist es den Magyaren gelungen, im grossen Masstab das slowakische Element daraus zu vertreiben. Wenn wir dieses Gebiet zurückverlangen, so ist das eine Wiedergutmachung, die uns seit langem geschuldet wird²⁾.

6. Wir haben an anderer Stelle, gelegentlich der Frage der Deutschen in Böhmen auseinandergesetzt, dass das Regime, das wir auf die nationalen Minderheiten in der tschechoslowakischen Republik anwenden würden, ein Regime allergrösster Freiheit sein wird; alle Rechte, die die freie Entwicklung jeder Nationalität gewährleisten, würden ebenso den Magyaren wie den Deutschen gewährt. Im übrigen wird der wesentliche Charakter des tschechoslowakischen Staates der einer wahren Inkarnation der modernen Demokratie sein.

Man muss im übrigen hinzufügen, dass eine sehr grosse Zahl, vielleicht eine sehr grosse Mehrheit der Magyaren, das slowakische Gebiet am Tage der endgültigen Bestätigung der tschechoslowakischen Herrschaft in der Slowakei durch die Friedenskonferenz verlassen wird.

¹⁾ (Gemäss handschriftlicher Änderung: „die bei den Bergen Matra, Bükk und Hegyalja verläuft.)

²⁾ Siehe ein besonderes Memorandum, das der Frage der Slowakei und der Grenzziehung gewidmet ist (Mem. Nr. 5).